

EAU-JOUÉ-LÈS-TOURS-TOURAIN

Association loi 1901 pour un service public de l'eau potable

Eau-potable 43b1 Les 112 services du37+aides AELB.odt

ÉTUDE DES 112 SERVICES DE L'EAU POTABLE DE L'INDRE ET LOIRE. (Il y en aura une douzaine en 2020 !)

Résumé:

L'Indre et Loire qui compte 112 services de l'Eau Potable en 2015 n'en aura plus qu'une douzaine en 2020. L'implication des communautés de communes est renforcée depuis la loi NOTRe du 7 août 2015, ce qui bouleversera l'organisation actuelle.

Le service public qui délivre actuellement l'eau moins cher que les services privatisés en sortira t-il renforcé ?

Il faudra alors revisiter feu le schéma départemental de 2009 pour retrouver les priorités d'action d'ici 2020.

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne qui a établi le schéma directeur de la gestion de l'eau 2016-2021 délivre chaque année 300 millions d'euro d'aide dont bénéficient les collectivités des départements les plus dynamiques. (Ce qui n'est pas le cas de l'Indre et Loire...)

NB : Toutes les collectivités doivent transmettre chaque année un ensemble d'indicateurs sur la gestion du service public de l'eau potable à l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA). Ces statistiques, disponibles sur internet, sont une source de renseignements importants utilisée ici pour dégager les principales caractéristiques au niveau de l'Indre et Loire.

**Cette étude No 8 est précédée et suivie d'autres études déjà publiées et disponibles sur le site
<https://www.eau-jouelestours-touraine.fr/nos-études-pour-joué/>**

Table des matières

1 Les 112 services de l'eau potable dans l'Indre et Loire.....	3
1.1 L'eau potable : un service public (très) local.....	3
1.2 Etude par secteur géographique, services publics ou privatisés.....	4
1.2.1 Le mode de gestion :.....	5
1.2.2 Les regroupements des services par Communauté de Communes.....	5
1.2.3 La population et les volumes par Pays:.....	5
1.3 Evolution des Communautés de communes.....	6
1.3.1 Régie ou société privée ?.....	6
1.3.2 Pourquoi pas un grand service départemental ?.....	7
2 Le plan départemental d'Indre et Loire.....	8
3 L'Agence de l'Eau Loire Bretagne.....	10
3.1 Les schémas élaborés par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.....	10
3.1.1 Le SDAGE.....	11
3.1.2 Le SAGE.....	12
3.2 Les budgets de l'Agence de l'Eau.....	12
3.2.1 Les recettes de l'agence Loire Bretagne.....	12
3.2.2 Qui bénéficie des aides en Indre et Loire ?.....	14
3.2.3 Les aides financières de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.....	15
4 En conclusion.....	18
5 Annexes.....	19
5.1 ANNEXE CARTOGRAPHIQUE 1 Intercommunalité au 1/1/17.....	19
5.2 ANNEXE CARTOGRAPHIQUE 2 L'eau potable en 2020.....	20
5.3 Tableau des services par secteurs géographiques (Pages 21 à 30).....	20

Etudes disponibles sur le site <https://www.eau-jouelestours-touraine.fr/nos-etudes-pour-joué/>

Partie 1 : L'EAU, UN ENJEU MONDIAL, NATIONAL ET LOCAL.
Partie 2 : LE PRIX DE L'EAU A JOUE-LES-TOURS.
Partie 3 : ETUDE DU CONTRAT DE CONCESSION ET DES AVENANTS
Partie 4 : ETUDE DES RAPPORTS D'ACTIVITÉ DE VÉOLIA
Partie 5 : ETUDE DES COMPTES ANNUELS de 1995 à 2013.
Partie 6 : L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DU CONTRAT DE CONCESSION.
Partie 7 : JOUE-LES-TOURS COMPARE A 64 SERVICES DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE.

1 Les 112 services de l'eau potable dans l'Indre et Loire.

L'Indre et Loire comptait 112 services, répertoriés à l'ONEMA-SISPEA en 2013.

En Indre et Loire, les statistiques sont transmises normalement au niveau national sans doute grâce à la vigilance des services de l'Etat. Ce n'est pas le cas de tous les départements, même si la loi l'exige depuis une dizaine d'années.

Le travail qui est présenté a été commencé au 1^{er} semestre 2015 et seules les données de 2013 étaient disponibles.

Le croisement avec les données communales s'est fait en 2016, en fonction des informations disponibles sur l'intercommunalité.

Note : L'eau potable ne concerne, en Indre et Loire, qu'une petite partie des prélèvements (37 millions de m³). La Centrale EDF d'Avoine a prélevé 190 millions de M2, l'irrigation agricole 15 millions de M3, l'industrie 4,5 millions de M3. Source : <http://www.bnpe.eaufrance.fr/acces-donnees/codeDepartement/37/annee/2012>

1.1 L'eau potable : un service public (très) local.

En France le service public de l'eau est resté très local, communal ou intercommunal.

La distribution de l'eau s'est organisée administrativement autour de un ou deux points de puisage ou de captage.

Nombre de services recensés en France par l'ONEMA-SISPEA en 2013 : 13569

Nombre d'ouvrages de puisage ou de captage recensés en France en 2013 : 34893.

Pour la région Centre Val de Loire, il y a 931 services pour 1221 ouvrages de prélèvement.

Répartition par département :

Etude43-AELB-Aides2013-2014-2015.ods Feuille Services_Ouvrages

Nombre de services et d'ouvrages (Sispea2013)

Département	Nb services	Nb ouvrages
18 Cher	99	117
28 Eure et Loir	295	294
36 Indre	62	162
37 Indre et Loire	112	218
41 Loir et Cher	129	182
45 Loiret	234	248
Total Centre VDL	931	1221
Pour info la Vendée	4	25

Nous observons que le département de la Vendée ne comporte que 4 services qui exploitent seulement 25 ouvrages. C'est un département plutôt granitique qui a créé des grandes retenues, comme le barrage de Mervent.

1.2 Etude par secteur géographique, services publics ou privatisés

Nous avons distingués les services en régie et les services privatisés, sans connaître toutefois la société qui intervient (SAUR, Véolia, Suez), ni le terme exact du contrat.

Nous avons regroupé les services par intercommunalité et par Pays, selon ce qui sera le plus probable en 2017.

Voici l'exemple du Val de l'Indre, qui n'est pas un Pays mais qui devrait regrouper les communes de cette zone, de Esvres à La Chapelle aux Naux

Pays/Gestion/dat e fin		Nb com	Population	Nb ouvrages prélèv.	Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ³ D102.0	N d' V
Val de l'Indre		21	45 858	28		
CC du Val de l'Indre		11	33067	17		
Régie	TRUYES	1	1 043		1,16	
régie avec PS	SYNDICAT DE PRODUCTION D'EAU DE TRUYES, ESVRES, CORMERY (ne fait que la production)		3 298	4		
	Sous total régies(1)	1	4 341	4	1,16	
DSP/2016	ESVRES SUR INDRE	1	2 255		1,55	
DSP/2018	MONTS	1	7 090	2	1,33	
DSP/2018	SIVM DE MONTBAZON, VEIGNE	2	10 093	2	1,99	
DSP/2019	SIVOM DE LA VALLEE DU LYS	4	4 715	3	2,05	
DSP/2021	SAINT BRANCHS	1	2 389	1	1,93	
DSP/2021	SORIGNY	1	2 184	5	1,83	
	Sous total privatisé(1)	10	28 726	13	1,78	
CC du Pays d'Azay-Le-Rideau		10	12 791	11		
Régie	CHEILLE	1	1 551	2	2,46	
Régie	LA CHAPELLE AUX NAUX	1	536		1,41	
Régie	SSIEA DE VALLERES ET LIGNIERES DE TOURAINE	2	3 860	4	1,80	
Régie	VILLAINES LES ROCHERS	1	2 033	1	1,86	
	Sous total régies(1)	5	7 980	7	1,89	
DSP/2021	AZAY LE RIDEAU	1	1 755	2	1,94	
DSP/2021	SIAEP DE LA BASSE VALLEE DE L'INDRE	4	3 056	2	1,84	
	Sous total privatisé(1)	5	4 811	4	1,89	

(1) ou moyenne pour le prix de l'eau - (*) Régie avec prestation de service -(**) avec CCSP

En lisant ce tableau, on trouve :

- 21 services, 11 CC Val de l'Indre et 10 CC Azay.
- 45858 habitants desservis,
- 28 ouvrages exploités
- le prix du m³ est donné par service. La moyenne arithmétique est donnée à la ligne « Sous total régies » et « sous total privatisés ».

Puis viennent les rubriques (non visibles sur l'extrait ci dessus) concernant le nombre d'abonnés, les volumes, les Km de réseau, les rendements, la densité moyenne d'abonnés et la consommation moyenne par abonné.

Le tableau complet est en annexe de cette étude et sur le site de EJT avec le liens suivant : <http://www.eau-jouelestours-touraine.fr/>

1.2.1 Le mode de gestion :

Nous dénombrons 40 services publics (Régies) et 72 service privatisés.

1.2.2 Les regroupements des services par Communauté de Communes.

Il s'agit des communautés de communes qui existent en 2016, avant les regroupements prévus par la Préfecture en 2017.

Véolia-etude6b partie8.Feuille :Pays-sispea

Services EAU en Indre et Loire	Nb serv.	Nb Cne	Volume	Prix moyen/M3		Ecart %	Observ.
				En régie	Privatisé		
Eau selon les comcom							
Agglo Tour(S)Plus	16	23	14 605 859	1,58	1,71	8,00%	
CC est Tourangeau	4	5	1 134 884	1,77	1,76	-1,00%	
CC Vouvrillon	3	5	569 487		2,29		Pas de régie
CC de Bléré Val de Cher	9	15	955 399	1,74	2,14	23,00%	
CC du Castelrenaudais	10	23	889 891	1,65	2,00	21,00%	
CC Val Amboise	7	11	1 331 940		2,00		Pas de régie
CC Val de l'Indre	8	11	1 657 064	1,16	1,78	53,00%	
CC du pays d'Azay le Rideau	6	10	566 275	1,89	1,89	0,00%	
CC de la Touraine du sud	8	26	1 021 302	1,52	2,30	51,00%	
CC de Montresor	1	10	348 285	1,95			Pas de privé
CC du grand Ligueillois	2	17	457 322	1,71	2,90	70,00%	
CC Loches développement	1	20	953 714	1,68			Pas de privé
CC Chinon Vienne Loire	3	12	991 867	1,39	1,91	37,00%	
CC de Ste Maure de Touraine	6	16	664 336		2,16		Pas de régie
CC du Bouchardais	4	10	287 191	1,46	2,49	71,00%	
CC du pays de Richelieu	3	15	397 214	1,25	1,83	46,00%	
CC du pays de Bourgueil	2	10	596 662		1,86		Pas de régie
CC de Gatine et Choissille	5	8	505 936	1,80	2,39	33,00%	
CC de Racan	5	7	290 619	1,80	1,64	-9,00%	
CC Touraine du Nord	9	23	1 099 558	1,59	1,89	19,00%	
Total :	112	277	29 324 805	1,62	2,05	27,00%	

Nombre de ComCom : 20

Nous observons que les tarifs de l'eau des services privatisés sont supérieurs aux tarifs des régies. Ces différences peuvent être très importantes : 71% en Bouchardais, 70 % en Ligueillois, 53 % en Val d'Indre.

1.2.3 La population et les volumes par Pays:

Véolia-etude6b partie8.Feuille :Pays-sispea

Nom Pays	Population desservie	Nombre de services	Volume	M3/ habitant
Agglo de Tours+	288 868	16	14 605 859	51
Est Tourangeau-Vouvrillon	39 386	7	1 704 371	43
Pays Loire Touraine	62 632	26	3 177 230	51
Val de l'Indre	45 858	14	2 223 339	48
Touraine Coté Sud	54 376	12	2 780 623	51
Pays du chinonais	61 717	18	2 937 270	48
Pays loire nature	43 382	19	1 896 113	44
Total	596 219	112	29 324 805	49

Nous observons que TOUR(S)PLUS représente près de 50 % des volumes du département.

1.3 Evolution des Communautés de communes

Actuellement, il y a 19 Communautés de communes et 1 communauté d'agglomération.

Pour 2017, le Préfet a prévu 10 Communautés de communes et 1 communauté urbaine (ou métropole!) car la loi fixe à 15000hab le minimum des Communautés de communes, 250000 pour les CU et 650000hab (voire 400000hab) pour les métropoles.

Ces EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) auront tous l'eau et l'assainissement comme compétence obligatoire, au plus tard en 2020. Les syndicats intercommunaux dont l'aire d'intervention est infra-communautaire disparaissent. Pour les autres, il y a une évolution vers le Syndicat mixte. Le nombre de services EAU devrait passer de 112 en 2013 à une douzaine en 2020 ! Idem pour les services de l'assainissement.

Au 1er janvier 2017, l'Indre-et-Loire passe de 20 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à 11, conformément aux dispositions de la loi NOTRe.



- **6 nouveaux EPCI voient le jour** : la communauté de communes Loches Sud Touraine ; la C.C.Touraine Vallée de l'Indre ; la C.C.Touraine Val de Vienne ; la C.C.Touraine Ouest Val de Loire ; la C.C.Touraine Est Vallées et la C.C.Gâtine et Choisilles - Pays de Racan.
- **Les 4 autres EPCI du département ne changent pas de dénomination** : la C.C.Chinon, Vienne et Loire (qui s'étend aux communes de Anché et Cravant-les-Côteaux) ; la C.C.Bléré Val de Cher ; la communauté de communes du Val d'Amboise ; la C.C.du Castelrenaudais,
- **La communauté d'agglomération Tour(s) Plus devient une communauté urbaine.**

1.3.1 Régie ou société privée ?

Lors de la prise en charge d'une nouvelle compétence par une Communauté de Communes, les engagements souscrits par la collectivité précédente sont transférés automatiquement à la collectivité actuelle.

Les budgets annexes communaux sont transférés à la CC.

Il y a une période d'adaptation. A terme, l'harmonisation des tarifs et des services doit prévaloir.

Les tarifs fixés anciennement par les communes seront fixés par le conseil communautaire, mais

les tarifs fixés par VEOLIA (ou autre entreprise privée intervenante) continueront à produire leurs effets par le biais des formules d'actualisations insérées dans les contrats.

En fait chaque Communauté de Commune devrait choisir la formule de gestion qui offre le meilleur prix, c'est à dire la régie publique dans presque toutes les situations.

A l'issu du contrat de DSP, VEOLIA (ou autre entreprise privée intervenante) effectuerait des « prestations de services » pour les travaux, les tarifs étant fixés par les élus chaque année.

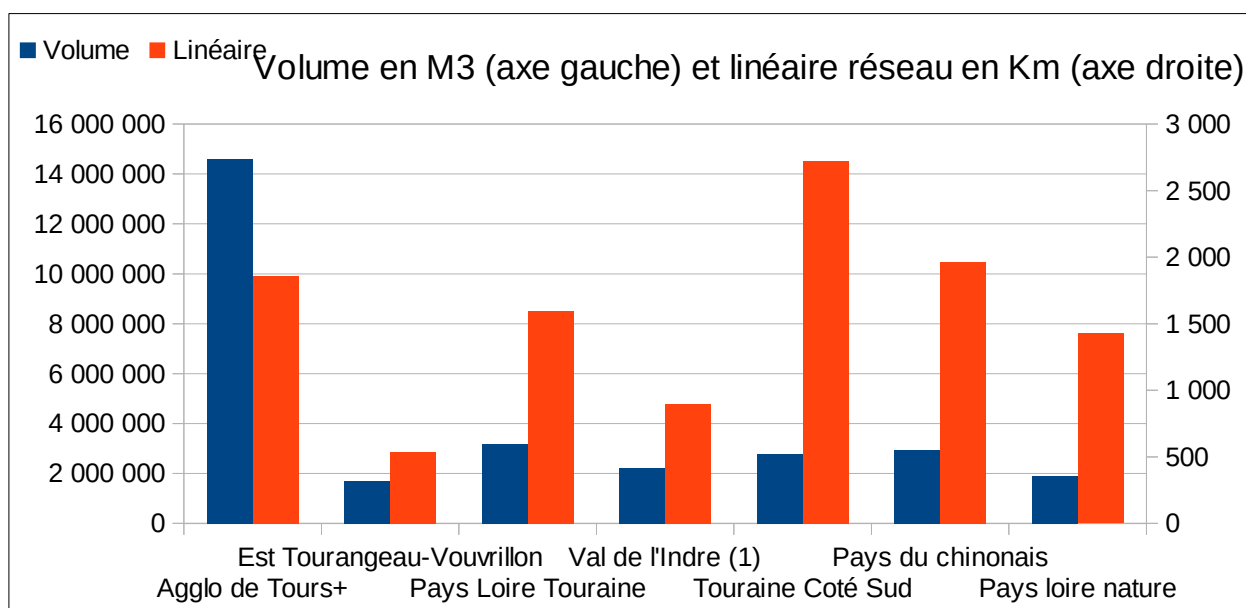
Ces choix public-privé augurent de grandes discussions entre les tenants du service public et les sociétés multinationales comme VEOLIA qui se sont depuis un siècle arrogées travaux, chiffre d'affaire et profits. (et qui justifie la création d'un mouvement associatif comme Eau-Joué lès Tours Touraine pour dénoncer ce monopole).

Remarque : Eau publique-eau privé ? Cette dualité traverse les partis politiques puisque à Tour(S)Plus, on a entendu Philippe BRIAND, député LR déclarer sa foi pour un service public de l'eau tandis que M. AUGIS, maire LR de Joué et M. SCHWARTZ, maire PS de La Riche ont renouvelé le contrat VEOLIA en 2016). A Joué, l'association EJT a déposé un recours au TA contre cette décision.

1.3.2 Pourquoi pas un grand service départemental ?

Même regroupés, les service ruraux ont des centaines de Km de réseau à entretenir. Le rapport volume/linéaire est favorable uniquement pour l'agglomération de Tours.

Le tableau ci-dessous nous indique clairement quels sont les volumes (en bleu, axe de gauche) et le linéaire (en rouge, axe de droite).



En effet, il semble raisonnable de penser qu'une solidarité puisse s'établir entre la « Métropole » de Tours et les communes dont la ruralité est plus forte.

Ne faudrait-il pas envisager une coopération départementale pour la gestion des investissements, peut-être le pendant du SIEL qui agit pour l'électricité.

Il serait bon de s'inspirer des travaux du schéma départemental étudié par le CG en 2009.

2 Le plan départemental d'Indre et Loire.

Le Conseil Général (aujourd'hui Conseil Départemental) avait décidé en 2009, en coordination avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne de procéder à une actualisation du schéma départemental d'alimentation en eau potable (SDAEP) approuvé en 1997. L'étude a débuté dès 2008.

Les objectifs de cette actualisation était :

- disposer d'un document de référence pour l'alimentation en eau potable à l'horizon 2020 d'une part et assurer la sécurisation de l'approvisionnement d'autre part,
- prendre en considération les choix de modalités de gestion de la nappe du cénomaniens suite aux conclusions de l'étude de modélisation de cette nappe menée par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne,
- réorienter et adapter les propositions du précédent schéma au vu des données actualisées.

NDLR : En fait, le CG n'avait plus de compétence EAU en 2009 pour adopter un schéma et il est resté, semble t-il lettre morte. Il eut fallu qu'il devienne un SAGE, mais le SAGE correspond à un bassin, et non à une entité administrative.

L'Assemblée Départementale s'était prononcée en faveur d'investissements visant notamment la connexion des réseaux de distribution pour éviter les coupures en cas de crises.

Le montant des investissements est présenté par secteur géographique et par objectif des opérations :

Protection : ces opérations correspondent notamment à la mise en place des périmètres de protection de captage lorsque celle-ci n'est pas achevée, ainsi qu'à l'étude et à la mise en place d'actions sur les bassins d'alimentation des captages classés stratégiques par le pôle Eau ;

Approvisionnement : pour couvrir les besoins moyens à l'horizon 2020, des travaux sur les structures existantes et le développement de nouvelles ressources ont été identifiés;

Secours : ces opérations doivent permettre d'assurer la sécurisation des collectivités en situation future, en cas d'interruption ponctuelle et accidentelle de la ressource principale;

Le total des investissements visant les objectifs : Protection, Approvisionnement et Secours, est estimé à **environ 55 millions d'euros**. Les investissements les plus importants sont liés à la mise en place de nouvelles infrastructures visant au renforcement de l'approvisionnement et à sa sécurisation.

Au regard des opérations préconisées, les investissements reposent pour plus de moitié sur des opérations visant à fiabiliser les ressources au travers de mises en conformité, de mises en oeuvre de traitements ou de recherches en eau. Le reste concerne essentiellement le développement d'interconnexions entre les collectivités au titre de la sécurité d'approvisionnement.

Le secteur de l'agglomération tourangelle doit porter près de 25% des investissements alors que ce secteur représente environ 50% des consommations futures. A contrario, le secteur des vallées du Changeon et de l'Escotais, qui ne représente que 10% des consommations futures, doit supporter 20% des investissements totaux (linéaires importants, ...).

Une évaluation de l'incidence des mesures préconisées sur le prix de l'eau a été réalisée, en

supposant qu'aucune aide financière n'est apportée ni par le Département, ni par l'Agence de l'Eau. L'augmentation moyenne du prix de l'eau liée à la mise en oeuvre de l'ensemble des solutions proposées serait à l'échelle départementale de l'ordre de 14 centimes d'euros par mètre cube d'eau. Cette valeur ne doit pas occulter de fortes disparités entre les zones urbaines et les zones rurales.

Pour diminuer le prélèvement dans la nappe sensible, le schéma du Conseil Général en 2009 privilégiait les prélèvements dans la Loire et Le Cher et envisageait une interconnexion des réseaux au niveau des Villes de l'Agglomération :

- Tours (ou Fondettes) apporteraient 2250m³/j à La Riche, St Genouph et Bertehenay,
- Tours et le Syndicat 3S (St Cyr, St Symphorien Ste Radegonde) apporteraient 1700m³ à Notre Dame D'Oé-Monnaie ;
- Tours ou Joué-lès-Tours apporterait 1500m³/j à St Pierre ;
- Joué-lès-Tours ou Tours apporterait 3250m³/j à St Avertin-Larçay et Chambray,
- Joué-lès-Tours apporterait 1400m³/j à Ballan.

Les forages seraient entretenus et serviraient en cas de pollution accidentelle des rivières.

Il existait déjà en 2011 des interconnexions de « secours stricts » (soit un jour de consommation) entre Chambray/Joué-lès-Tours de 3500m³/j, Tours/Joué-lès-Tours de 3500m³ et Tours/La Riche de 3500m³/j. (SAGE Cher 2011-état des lieux)

La carte en fin de document montre la vulnérabilité de certaines zones en matière d'eau potable à l'horizon 2020.

L'étude SAFEGE-HYDRATEC de 2009 est téléchargeable sur le site EJT
<https://www.eau-jouelestours-touraine.fr/l-eau-en-touraine/sch%C3%A9ma-du-cg37-avis-crc/>

3 L'Agence de l'Eau Loire Bretagne.



L'agence de l'eau est un établissement public dirigé par un conseil d'administration de 35 membres (11 représentants des collectivités, 11 représentants des usagers, 11 représentants de l'État, 1 représentant des salariés et le président(e) désigné par l'État. Elle perçoit les redevances des consommateurs d'eau. Elle subventionne les dépenses d'investissement des collectivités.

Le Comité de Bassin, « parlement de l'eau » est constitué de 190 membres (Elus 40 %, acteurs socio-économiques 40 % et représentants de l'État 20 %).

Il est consulté sur les grandes options de la politique de l'eau. Son président actuel est M. Joël PELICOT, ancien Conseiller Général de Neuillé-Pont-Pierre (37)

L'agence de l'eau fonctionne avec des délégations : Armorique, Maine-Loire-Océan, Centre Loire, Poitou-Limousin, Allier-Loire.

3.1 Les schémas élaborés par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

La loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau a reconnu cette ressource « comme patrimoine commun de la Nation » et instauré la protection des écosystèmes aquatiques. Elle a créé les Schémas

Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) confiés aux agences de bassin .

3.1.1 Le SDAGE

Le SDAGE 2016-2021 de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne a été publié par un arrêté du 18 novembre 2015. Selon le document « Sdage en bref »,

- Il définit les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- Il fixe les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque cours d'eau, plan d'eau, nappe souterraine, estuaire et secteur littoral ;
- Il détermine les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques.

Aujourd'hui (en 2015 Ndlr), 26 % des eaux sont en bon état et 20 % s'en approchent. C'est pourquoi l'objectif de 61 % des eaux, déjà énoncé en 2010, est maintenu.

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions du Sdage :

- Les documents d'urbanisme – schémas de cohérence territoriale (SCoT), plans locaux d'urbanisme (PLU), cartes communales – doivent être compatibles avec les orientations fondamentales et avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Sdage ;
- Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux doivent être compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ;
- Les schémas départementaux des carrières doivent être compatibles avec les dispositions du Sdage.

Le coût des actions

Le programme de mesures associé au Sdage précise secteur par secteur les actions à mettre en oeuvre en priorité pour atteindre ces objectifs. Le coût des actions prioritaires est estimé à 2,8 milliards d'euros sur six ans, soit légèrement moins qu'au cours du programme précédent.

Cela représente 460 millions d'euros investis chaque année par les différents acteurs de l'eau et un coût de 40 euros par habitant et par an.

Les principaux domaines de dépenses concernent les milieux aquatiques (945 millions d'euros), l'assainissement des collectivités (887 millions d'euros), l'agriculture (604 millions d'euros), la gestion quantitative de la ressource en eau.

Le SDAGE est téléchargeable : <http://www.eau-loire-bretagne.fr/sdage>

En Touraine, le SDAGE identifie une zone très sensible du Cénomaniens présent en sous-sol de Tours et Amboise. Voici ses intentions :

- Zone 1 : région tourangelle, zone la plus déprimée de la nappe depuis plusieurs décennies

Pour préserver le caractère captif de l'aquifère, indispensable pour le maintien de la qualité de l'eau, il est nécessaire de sélectionner des piézomètres de référence appartenant au réseau régional et sur lesquels sont fixés des niveaux piézométriques de crise (PCR*). Il s'agit des piézomètres de Athée-sur-Cher, Monnaie, Montbazou et Tours.

Le niveau piézométrique de crise est défini au droit de chaque piézomètre par le niveau du toit des marnes à Ostracées, partie supérieure de la couche protectrice de l'aquifère, assorti d'une marge de sécurité de 10 mètres pour tenir compte de l'hétérogénéité de la

surface de cette couverture. Les mesures de limitation des usages devront avoir été préalablement prises pour ne pas franchir ce niveau.
La DREAL Centre publie régulièrement les niveaux des nappes sur les sites suivants :
<http://sigescen.brgm.fr/>
http://www.donnees.centre.developpement-durable.gouv.fr/Hydrogeologie/bulletin_de_situation_hydrogeol.htm

3.1.2 Le SAGE

Le Sage est un **outil stratégique de planification** de la ressource en eau à l'échelle d'une **unité hydrographique cohérente**. Il concilie le développement économique, l'aménagement du territoire ainsi que la gestion durable des ressources en eau.

Il est également l'outil privilégié de mise en œuvre de la directive européenne cadre sur l'eau (DCE). La DCE et la LEMA (loi sur l'eau et les milieux aquatique en 2006) ont renforcé la portée juridique des Sage : création du règlement, augmentation de la participation du public, intégration des objectifs de la DCE, reconnaissance de l'importance des commissions locales de l'eau (CLE). (Source : Agence de l'Eau)

Il est issu d'une initiative locale et est le résultat de plusieurs années de concertation.

Le Sage est constitué d'un plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) de la ressource, d'un règlement ainsi que d'un rapport environnemental.

Le SAGE du Cher AVAL (Vierzon à Tours) a été adopté par la commission locale de l'eau le 6 juillet 2016.

On peut se renseigner sur le site : <http://www.sage-cher-aval.fr/>

D'après la NR, il prévoit 35ME d'investissement sur 10 ans.

3.2 Les budgets de l'Agence de l'Eau.

Les agences de bassins perçoivent des redevances payées par les particuliers avec leur facture d'eau. Elles en constituent les principales recettes. (375 Millions d'euros en 2013), tandis que les aides apportées à la réalisation d'équipements pour l'assainissement, les réseaux et les luttes contre les pollutions s'élèvent à plus de 300 Millions d'€.

3.2.1 Les recettes de l'agence Loire Bretagne

Le tableau ci dessous (in Etude Chany en 2015) nous donne la provenance des recettes supportées par les consommateurs, les industriels et les agriculteurs(1), ainsi que la consommation d'eau par ces mêmes acteurs (2).

(1)Source rapport activité 2013

(2) <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/f/498/1328/prelevements-eau-usage.html>

Agence de bassin Loire Bretagne	Recettes en 2013		Consommation 4 régions (1)	
	Millions d'€	en %	MillionsM3	En %
Redev. Pollution domestique et collecte	266,78	71,14%		
Redevance prélèvement Service des eaux	36,24	9,67%		
Redevance protection des milieux aquatiques	2,42	0,65%		
Payé par les consommateurs	305,44	81,45%	851,4	57,19%
Redev. Pollution et collecte industrie	11,74	3,13%		
Redev. Modernisation réseau Industrie	2,37	0,63%		
Redev. prélèvement pour l'industrie (y compris EDF)	19,22	5,12%		
Prélèvement hydro-electrique « obstacles »	0,42	0,11%		
Prélèvement obstacle dénivélé	0,03	0,01%		
Payé par les industriels	33,78	9,01%	98,9	6,64%
Pollution des élevages	2,42	0,65%		
Pollution diffuse phytositaire	28,50	7,60%		
Redevance irrigation	4,86	1,30%		
Payé par les agriculteurs	35,78	9,54%	538,4	36,17%
Total :	375,00	100,00%	1488,7	100,00%

(1) Régions administratives Auvergne, Centre, Bretagne et Pays de Loire

Les consommateurs (les ménages) payent 81,45 % des redevances « Pollution », alors qu'ils ne consomment que 57,19 % de l'eau. Les agriculteurs payent 9,54 % des redevances alors qu'ils consomment 36,17% de l'eau (au minimum car ne sont pas soumis à la redevance les prélèvements inférieurs à 10000 m3/an, ou 7000 m3/an en ZRE(1)). Les industriels payent 9,01 % des redevances, consomment 6,64 % de l'eau (non compris les prélèvements EDF pour les centrales atomiques). La composition des conseils d'administration de l'Agence de l'Eau (pourtant réformée en 2014 par un arrêté) n'est pas proportionnelle à la provenance de ses ressources. Les industriels sont sur-représentés.

(1) ZRE : Zone de Répartition des Eau. C'est une ressource d'eau protégée et les extractions y sont réglementées. En Touraine, 22 communes sont concernées par la ZRE du Cénomaniens de Tours.

3.2.2 Qui bénéficie des aides en Indre et Loire ?

En 2015, 100 organismes de l'Indre et Loire gérant l'assainissement ou l'eau potable ou ayant des activités périphériques ont obtenus des aides de l'agence pour un total de 5.090.076€ dont :

- 1 pour plus de 1 millions €,
- 21 entre 100000€ et 400000€,
- 8 entre 50000€ et 100000€,
- 27 entre 20000€ et 50000€,
- 43 pour moins de 20000€

Voici la liste des 22 services qui ont eu des aides supérieures à 100K€ (par ordre décroissant de l'aide):

Somme - Montant de l'aide	Année 2015				
	Raison sociale bénéficiaire du dossier	Assain.	Eau	Divers	Total
	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TOUR(S) PLUS	1 061 588	0	0	1 061 588
	SIAEP DE ROCHECORBON	0	361 300	0	361 300
	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA TOURAINE SUD	0	315 940	5 970	321 910
	CONSEIL DEPARTEMENTAL D'INDRE ET LOIRE	0	266 017	53 077	319 094
	SIEA DE LA BRENNE ET AFFLUENTS	0	298 403	11 800	310 203
	SATESE D'INDRE ET LOIRE	297 670	0	0	297 670
	UNIVERSITE FRANCOIS RABELAIS DE TOURS SCE PARTENARIAT	0	277 012	0	277 012
	COMMUNE D'AMBILLOU	258 440	0	0	258 440
	COMMUNE DE DRACHE	251 658	0	0	251 658
	COMMUNE DE MONTLOUIS SUR LOIRE	240 211	0	0	240 211
	SYNDICAT D AMENAGEMENT DE LA VALLEE DE L INDRE	0	223 431	6 250	229 681
	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BOURGUEIL	170 325	41 388	0	211 713
	SMAEP SOURCE DE LA CROSSE	0	196 067	0	196 067
	SYNDICAT DE LA MANSE ET DE SES AFFLUENTS	0	189 954	2 500	192 454
	SICA CHOISILLE SES AFFLUENTS	0	169 428	10 000	179 428
	COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT	0	131 960	4 500	136 460
	SIAEP DE MARRAY LA FERRIERE	0	122 500	0	122 500
	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE	120 304	0	0	120 304
	FEDERATION DE L INDRE ET LOIRE PECHE PRO MILIEU AQUATI	0	111 625	2 100	113 725
	COMMUNAUTE DE COMMUNES CASTELRENAUDAIS	108 469	0	0	108 469
	CTE DE COMMUNES LOCHES SERVICE EAU ET ASSAINISSEME	0	103 500	0	103 500
	SIA COURS EAU BASSIN AUTHION	0	100 371	0	100 371
	ASS PECHEURS PROF BASSIN DE LA LOIRE	0	98 695	0	98 695
	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DDT	0	95 000	0	95 000
	TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS SAS	87 883	0	0	87 883
	COMMUNE DE BLERE	57 314	27 473	3 087	87 874
	COMMUNE DE MONTREUIL EN TOURAINE	80 586	0	0	80 586
	CHAMBRE D'AGRICULTURE D INDRE ET LOIRE	64 311	6 200	4 720	75 231
	SIAEP DE COURCOUE	0	70 000	0	70 000
	SIAEP DU RICHELAI	0	63 000	0	63 000

La liste complète sera mise sur le site EJT, en annexe de cette étude.

3.2.3 Les aides financières de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

L'Agence de l'Eau accorde des aides aux opérateurs qui interviennent sur sa zone géographique. Dans cette étude, nous avons examiné la répartition des aides financières par département en 2015. Ayant constaté des différences importantes entre départements, nous avons également examinées les aides cumulées sur 3 années 2013, 2014 et 2015.

a) La répartition selon les départements des aides 2015 :

Etude 43-AELB-aides2013-2014-2015.ods Feuille Tri aides 2015

Aides 2015	Assain.	Eau	Divers	Total
63	19 958 337	3 155 259	420 217	23 533 813
22	14 915 139	7 016 818	868 847	22 800 804
29	14 908 527	7 063 400	657 109	22 629 036
56	6 772 547	15 074 223	473 121	22 319 891
93	20 500 000	0	100 000	20 600 000
44	11 416 907	4 860 508	1 769 785	18 047 200
35	9 221 816	4 910 326	938 734	15 070 876
42	10 203 458	4 031 558	322 038	14 557 054
85	7 618 272	5 990 521	330 757	13 939 550
49	7 998 479	5 181 551	457 447	13 637 476
86	5 746 443	3 422 231	425 448	9 594 123
65	0	8 450 231	0	8 450 231
61	2 598 134	5 529 522	81 894	8 209 550
45	2 970 058	3 598 159	1 108 314	7 676 531
37	3 422 821	3 767 072	198 324	7 388 217
79	3 617 237	3 104 564	253 466	6 975 268
03	3 197 484	3 068 310	122 220	6 388 015
72	3 433 007	2 813 745	122 625	6 369 377
17	4 594 819	1 159 709	95 990	5 850 519
41	3 060 161	2 314 504	190 668	5 565 332
53	1 829 253	3 457 436	175 697	5 462 385
87	2 287 486	2 789 419	66 627	5 143 532
31 autres dep	15 824 149	12 857 671	1 360 175	30 041 995
Total Résultat	176 094 535	113 616 737	10 539 501	300 250 773

22 départements >5M€ sur 53 départements aidés

Quelques départements ont été très « dynamiques », mais aucun en région Centre !

Le tableau publié par l'Agence de l'Eau fait état de 7015 aides accordées en 2015 qui totalisent précisément 300.250.772,79€. Ce tableau figure en annexe téléchargeable de cette étude

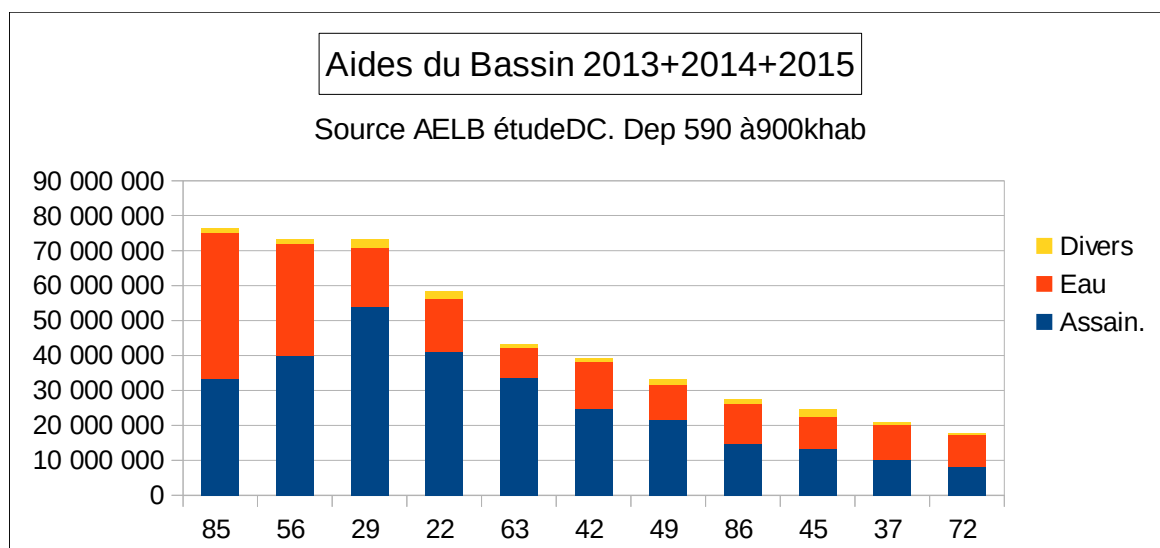
b) Aides cumulées de 2013-2014 et 2015 pour 10 départements dont la population se situe entre 590 000 et 900 000 habitants + la Vienne.

Cette liste inclut l'Indre et Loire (600000 hab.), mais aussi la Vienne qui est notre voisin, et qui a déployé une politique départementale, en dehors du Grand Poitiers.

AELB-aides2013-2014-2015.ods Feuille comp. 10 dep

Aides 2013/14/15	Assain.	Eau	Divers	Total	Rang population
85	33 274 412	41 923 507	1 276 088	76 474 007	6
56	39 868 241	31 936 631	1 373 863	73 178 735	4
29	54 114 309	16 591 465	2 351 658	73 057 432	1
22	40 981 125	15 262 549	2 223 405	58 467 079	9
63	33 462 472	8 799 298	974 088	43 235 858	7
42	24 705 314	13 685 205	911 977	39 302 496	3
49	21 525 785	10 197 789	1 490 286	33 213 860	2
86	14 875 805	11 228 757	1 205 607	27 310 170	11
45	13 294 398	9 239 205	2 183 284	24 716 887	5
37	10 086 048	9 954 160	748 549	20 788 758	8
72	8 206 985	9 080 145	467 551	17 754 681	10
Total 11 dep				487 499 963	
Moyenne pour ces 11 départem				44 318 178	

On voit bien le « dynamisme » de certains départements à bénéficier d'aides de l'Agence sur 3 années.



On constate avec ces tableaux une grande disparité dans les distributions des aides selon les départements..

L'Indre et Loire est « timide » vis à vis de ces aides...

c) Les d'aides et les montants en 2015, regroupés selon les types d'intervention.

Etude43 AELB-Aides2013-2014-2015.ods Feuille Intitulé des programmes

INTITULE DES LIGNES DU 10e PROGRAMME		Aides 2015	
n° de ligne	Types d'intervention	en K€	En %
110	Installations de traitement des eaux usées domestiques et assimilées	55 338	18,43%
120	Réseaux d'assainissement des eaux usées domestiques et assimilées et des eaux pluviales	52 886	17,61%
130	Lutte contre la pollution des activités économiques hors agricoles	28 826	9,60%
140	Elimination des déchets	0	0,00%
150	Assistance technique	3 941	1,31%
180	Lutte contre la pollution agricole	33 227	11,07%
190	Divers pollution	1 873	0,62%
	Sous total « assainissement »	176 091	58,65%
210	Gestion quantitative de la Ressource	26 350	8,78%
230	Protection de la ressource	6 165	2,05%
240	Restauration et gestion des milieux aquatiques	37 696	12,56%
250	Eau potable	31 273	10,42%
290	Planification et gestion à l'échelle du bassin et des sous bassins	12 130	4,04%
	Sous total « Eau »	113 614	37,84%
310	Etudes générales	1 746	0,58%
320	Connaissance environnementale	4 394	1,46%
330	Actions internationales	2 195	0,73%
340	Information, communication, consultations du public et éducation à l'environnement	2 202	0,73%
	Sous total « Etudes/Education »	10 537	3,51%
	Total des aides en 2015	300 242	100,00%

Nous observons que les aides liées à l'assainissement et aux luttes contre les pollutions représentent près de 60 % des dépenses.

Les aides pour l'eau potable représentent près de 30 % des dépenses, la plus grosse somme allant à des actions de restauration et de gestion des milieux aquatiques.

Le tableau des aides de l'Agence de l'Eau en 2015 fait état d'une somme de 20 millions d'€ versé au département 93. En fait il s'agit des « Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC), prévues à l'article 28 du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013, qui constitueraient un outil majeur du 2nd pilier de la Politique Agricole Commune pour :

- accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à la pression environnementale et climatique identifiées à l'échelle des territoires
- maintenir les pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

4 En conclusion

Le groupement intercommunal va transformer l'organisation des services de l'eau potable, très émiettés en Indre et Loire. Les 112 services existants au 31 décembre 2016 seront intégrés dans une dizaine de communautés de communes dans les 4 prochaines années.

Le service public qui délivre actuellement l'eau la moins cher en sortira t-il renforcé ? Les investissements nécessaires seront-ils mutualisés ? La protection des nappes profondes sera t-elle respectés ?

Il sera alors temps de revisiter feu le schéma départemental de 2009 pour enfin mobiliser les ressources en eau des rivières, économiser la nappe profonde, assurer l'interconnexion des réseaux et améliorer leur performance.

L'agence bassin Loire-Bretagne, basée à Orléans, a adopté en 2015 le SDAGE 2016-2021, et prévoit des SAGE en complément, dont la SAGE du Cher (entre Vierzon et Tours) adopté en juillet 2016. L'Agence possède un budget conséquent (375Millions d'euros) et distribue annuellement 300Millions d'euros pour des aides en matière d'eau potable, d'assainissement et d'études.

Retenons que notre département sollicite peu d'aides. Et pourtant, le plan départemental de 2009 estimait à 55 millions d'€ le montant des investissements nécessaires pour assurer la sécurité d'approvisionnement en eau potable. Si les besoins en assainissement sont d'un niveau identique, c'est 100 Millions d'€ qu'il faudrait mobiliser.

Document rédigé par Daniel Chany,
vice-président de Eau-Joué-lès-Tours-Touraine

Edition du 12 janvier 2017

5 Annexes

5.1 ANNEXE CARTOGRAPHIQUE 1 Intercommunalité au 1/1/17

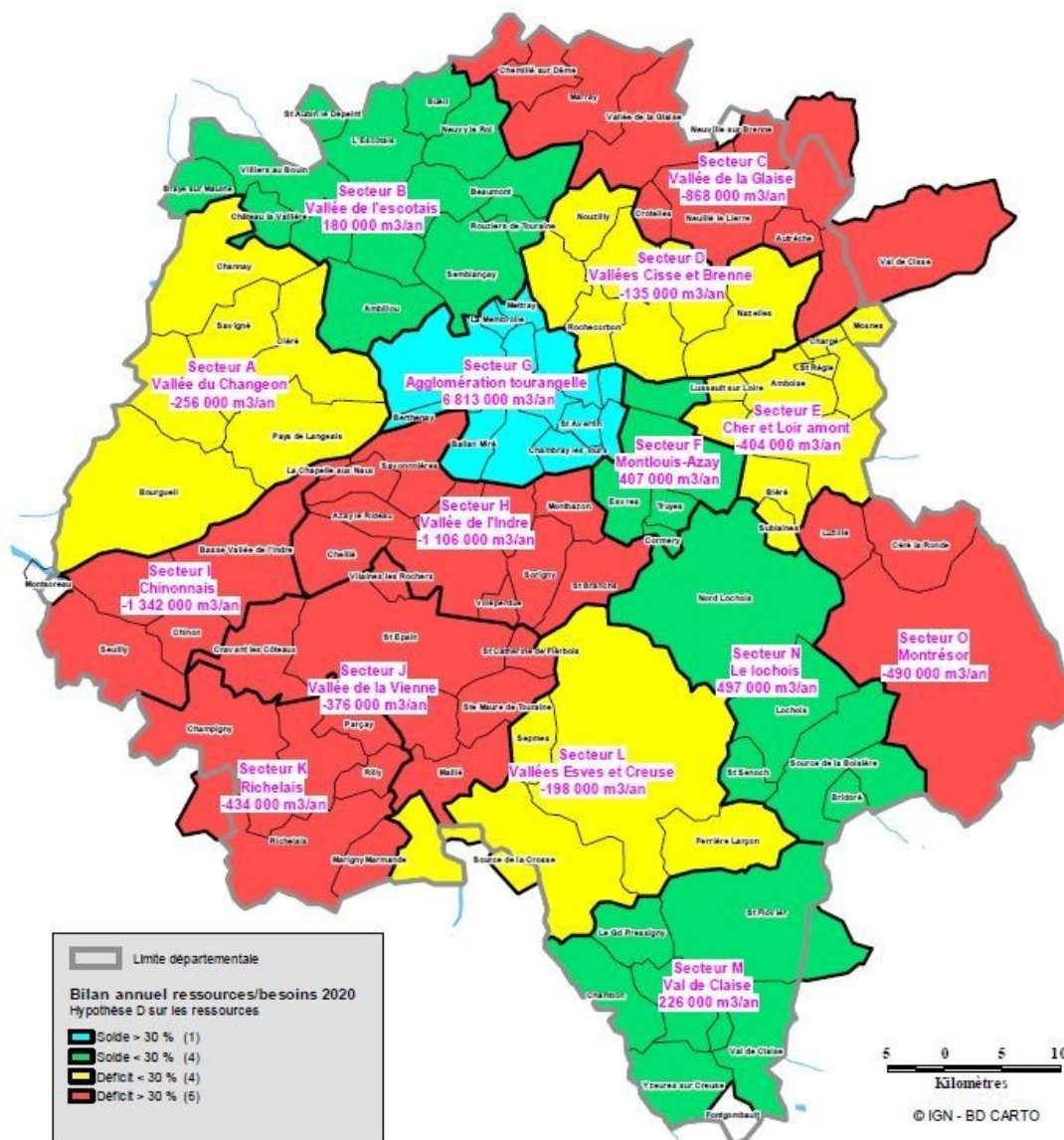
Carte de l'intercommunalité de la préfecture d'Indre et Loire.

Lien : <http://www.indre-et-loire.gouv.fr/Politiques-publiques/Collectivites-Territoriales/Intercommunalite/L-intercommunalite/L-intercommunalite-en-Indre-et-Loire>



5.2 ANNEXE CARTOGRAPHIQUE 2 L'eau potable en 2020.

Cartographie des consommations en eau potable en 2020. En rouge les zones les plus fragiles. (Source CG 2009)



ff

5.3 Tableau des services par secteurs géographiques (Pages 21 à 30)

Tableau des services de l'Indre et Loire

Source des données : statistiques ONEMA-SISPEA, année 2013.												
Pays/Gestion/dat e fin		Nb com	Population	Nb ouvrages prélèv.	Prix TTC du service au m ³ pour 120 m ² D102.0	Nombre d'abonnés VP.056	Volume comptabilisé domestique VP.063	Km de réseau hors brancheme nts VP.077	Km de réseau renouvelé au cours des 5 dernières années VP.140	Rendement sur les 3 années précédente s VP.225	Densité linéaire d'abonnés VP.228	Consommat ion moyenne par abonné VP.231
Agglomération TOUR(S)PLUS		23	288 868	33		101 853	14 605 859	1 855	53,79			
régie avec PS *	SAINT PIERRE DES CORPS **	1	16 058	2	1,59	6 169	816 378	84	0,52	88,41	73,28	132,34
Régie	LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE	1	3 102		1,84	1 293	166 680	30	0,27	86,73	43,10	128,91
Régie	SAINT AVERTIN **	1	14 455	4	1,55	6 556	695 119	111	6,51	81,76	58,96	106,03
Régie	SIE DES TROIS S (ST CYR)	1	46 000	2	1,49	23 106	2 018 910	211	2,34		109,51	87,38
Régie	TOURS **	1	110 000	3	1,43	20 191	5 774 769	367	22,34		55,02	369,31
	Sous total régies(1)	5	189 615	11	1,58	57 315	9 471 856	803	31,98			164,79
DSP/2028	SIAEP DE NOTRE DAME D'OE, CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE ET CERELLES	3	10 044	3	1,75	3 603	367 314	86	0,00	88,48	41,72	101,95
DSP/2026	SIAEP DE ROCHECORBON, PARCAY MESLAY	2	2 845	2	2,03	2 742	315 371	84	1,98	78,32	32,60	115,01
DSP/2022	SIAEP DE DRUYES SAVONNIERES, VILLANDRY	3	5 200	3	2,47	2 283	235 165	118	7,52	79,08	19,27	103,01
DSP/2021	BALLAN MIRE	1	8 000	2	1,33	3 626	370 626	82	3,05	91,01	44,29	102,21
DSP/2018	CHAMBRAY LES TOURS **	1	10 980	1	1,06	4 521	737 886	105	3,59	83,13	43,16	163,21
DSP/2017	METRAY	1	2 054	2	1,64	911	88 237	28	0,06	91,45	32,54	96,86
DSP/2017	SIVOM DE FONDETTES, LUYNES, SAINT ETIENNE DE CHIGNY	3	11 729	3	1,65	7 405	790 719	250	2,85	76,61	29,57	108,40
DSP/2016	JOUE LES TOURS **	1	36 500	5	2,06	15 245	1 664 655	218	0,90	83,04	69,94	115,92
DSP/2015	BERTHENAY	1	713		1,87	281	27 790	14	0,00	97,14	19,80	98,90
DSP	SAINT GENOUPH	1	1 036		1,56	476	40 756	17	0,00	93,96	27,84	85,62
DSP/2015	LA RICHE	1	10 152	1	1,36	3 445	495 484	49	1,86	95,77	70,86	147,87
	Sous total privatisé(1)	18	99 253	22	1,71	44 538	5 134 003	1 052	21,81			112,63

(1) ou moyenne pour le prix de l'eau - (*) Régie avec prestation de service -(**) avec CCSPL

à jour 5-02-2016

Ce territoire est marqué par une forte présence du service public (Tours, St Pierre, ST Cyr, ST Avertin) et par l'existence d'un grand service assainissement à Tour(S)Plus. Toutefois, VEOLIA intervient sur toutes les autres communes, témoignant d'une agressivité sur les prix bas notamment sur Chambray, La Riche et dernièrement Joué.

Gestion	Collectivité	Cne	Population	Ouvrages	PrixM3	Abonnés	Volume	Km réseau	Km renouv.	Rendement	Ab/km	M3/Ab/an
Est tourangeau/Vouvillon		10	39 386	15		17 662	1 704 371	538	4,8			
CC de l'Est Tourangeau		5	23 460	7		11 653	1 134 884	260	1,16			
Régie	LARCAY	1	2 326		2,06	1 141	105 425	26	1,08	88,56	43,32	92,40
Régie	MONTLOUIS SUR LOIRE **	1	10 672	2	1,49	5 135	531 330	102		75,95	50,44	103,47
Sous total régies(1)		2	12 998	2	1,77	6 276	636 755	128	1,08			97,93
DSP/2023	SIAEPA D'AZAY SUR CHER, VERETZ	2	5 598	2	1,88	3 078	289 824	97	0,08	74,87	31,75	94,16
DSP/2016	LA VILLE AUX DAMES	1	4 864	3	1,64	2 299	208 305	35	0,00	94,59	65,76	90,61
Sous total privatisé(1)		3	10 462	5	1,76	5 377	498 129	132	0,08			92,38
CC du Vouvillon		5	15 926	8		6 009	569 487	278	3,64			
DSP/2016	MONNAIE	1	3 894	2	2,24	1 723	155 518	79	0,46	83,21	21,95	90,26
DSP/2019	SIAEP DE VOUVRAY, VERNOU SUR BRENNE	2	8 102	3	2,25	2 970	298 762	118	3,18	69,72	25,10	118,27
DSP/2017	SIAEP DE REUGNY, CHANCAY	2	3 930	3	2,37	1 316	115 207	81	0,00	75,21	16,31	87,54
Sous total privatisé(1)		5	15 926	8	2,29	6 009	569 487	278	3,64			98,69

(1) ou moyenne pour le prix de l'eau - (*) Régie avec prestation de service -(**) avec CCSPL

Ce territoire regroupe VOUVRAY et MONTLOUIS, communes qui marquent leurs différences : public à Montlouis et Larçais, privé à Vouvray.

Compte tenu de l'écart de tarif nettement en faveur du public, et du poids politique de Montlouis, le privé devrait céder logiquement la place et ses profits...

Gestion	Collectivité	Cne	Population	Ouvrages	PrixM3	Abonnés	Volume	Km réseau	Km renouv.	Rendement	Ab/km	M3/Ab/an
Pays Loire Touraine		49	62 632	41		32 193	3 177 230	1 597	23,29			
CC de Bléré Val de Cher		15	21 613	14		10 368	955 399	406	19,64			
Régie	ATHEE SUR CHER	1	5 236	2	1,74	1 218	154 432	59	0,00	90,87	20,78	130,54
Régie	CIGOGNE	1	328									
Régie	COURCAY	1	786									
Régie	LUZILLE	1	913	2	1,79	550	44 608	40	0,60	72,08	13,65	81,11
Régie	SAINT MARTIN LE BEAU	1	1 348	1	2,13	1 437	114 756	31		82,01	46,06	82,08
Régie	SIAE DE CERE LA RONDE ET D'EPEIGNE LES BOIS	2	854	1	1,58	549	64 785	66	0,00	85,36	8,32	128,98
Régie	SUBLAINES	1	175		2,22	96	10 117	13	0,00	81,77	7,31	105,39
Régie	SYNDICAT D'EAU DE LA VALLEE DU CHER	6	6 839	4	1,98	3 892	329 383	122	18,23	81,74	32,02	84,63
Sous total régies(1)		14	16 479	10	1,91	7 742	718 081	331	18,83			102,12
DSP/2019	BLERE	1	5 134	4	2,14	2 626	237 318	75	0,81	84,00	34,83	91,34
Sous total privatisé(1)		1	5 134	4	2,14	2 626	237 318	75	0,81			91,34
CC du Castelrenaudais		23	18 222	11		8 977	889 891	772	2,71			
Régie	AUTRECHE	1	192	1	1,45	195	18 864	23	0,00	77,53	8,48	105,14
Régie	CROTELLES	1	625		1,78	284	24 458	22	0,00	67,71	12,91	86,12
Régie	NEUVILLE SUR BRENNE	1	355		1,54	368	31 099	13	0,00	87,08	29,44	84,51
Régie	SAUNAY	1	324		1,83	325	28 073	31	0,00	81,01	10,39	86,38
Sous total régies(1)		4	1 496	1	1,65	1 172	102 494	89	0			90,54
DSP/2019	CHÂTEAU RENAULT	1	7 291	1	1,38	2 941	260 815	46	1,88	78,69	63,93	95,20
DSP/2019	NOUZILLY	1	1 289	2	1,75	544	51 781	51	0,59	78,75	10,59	95,19
DSP/2019	SIAEP DE LA GATINE	5	1 180	1	2,03	611	62 043	100	0,00	84,07	6,12	101,54
DSP/2019	SIAEP de NEUILLE le Lierre, VILLEDOMER, AUZOUER en Touraine	3	3 076	2	2,15	1 666	179 816	147	0,24	73,74	11,33	107,93
DSP/2018	SIAEP DE LA VALLEE DE LA GLAISE	3	1 845	2	2,46	1 020	106 861	141	0,00	89,72	7,23	104,77
DSP/2015	SIAEP de MARRAY La FERRIERE	6	2 045	2	2,23	1 023	126 081	198	0,00	77,99	5,16	123,25
Sous total privatisé(1)		19	16 726	10	2,00	7 805	787 397	684	2,71			104,65
CC du Val d'Amboise		11	22 797	16		12 848	1 331 940	419	0,94			
DSP/2016	AMBOISE	1	6 465	4	2,06	6 675	746 493	124		84,12	53,85	120,02
DSP/2020	CHARGE	1	1 065	2	1,88	609	63 389	28	0,00	79,15	21,91	104,09
DSP/2027	LUSSAULT SUR LOIRE	1	720	2	1,99	398	38 319	14	0,00	84,11	28,88	96,28
DSP/2017	MOSNES	1	758	1	1,77	484	43 335	28	0,00	86,15	17,13	89,54
DSP/2025	SAINT REGLE	1	389		2,55	229	23 151	12	0,00	86,20	18,56	101,10
DSP/2014	SIAE DE NAZELLES NEGRON	5	13 024	6	1,83	4 265	390 373	196	0,44	79,07	21,79	95,96
DSP/2021	SOUVIGNY DE TOURAINE	1	376	1	1,91	188	26 880	17	0,50	92,60	10,99	142,98
Sous total privatisé(1)		11	22 797	16	2,00	12 848	1 331 940	419	0,94			107,14

Le Pays Loire-Touraine comporte des entités géographiques et politiques différentes, chaque territoire est marqué par un soucis d'indépendance vis à

vis de son voisin. Bléré et Amboise sont « bénis des dieux » concernant la présence des cours d'eau. Ne se sont-ils pas endormis au (grands) profit(s) de VEOLIA avec des tarifs parmi les plus chers.

La communauté d'Amboise vient de négocier un nouveau contrat plus raisonnable. Que dira l'avenir ?

Vers Château-Renault, partagé entre public (4 communes) et privé (19 communes), l'étude du CG en 2009 prédit de grandes difficultés sur la ressource ? Qu'est-il prévu ?

Gestion	Collectivité	Cne	Population	Ouvrages	PrixM3	Abonnés	Volume	Km réseau	Km renouv.	Rendement	Ab/km	M3/Ab/an
Val de l'Indre		21	45 858	28		22 485	2 223 339	896	19,18			
CC du Val de l'Indre		11	33067	17		16 270	1657064	601	19,18			
Régie	TRUYES	1	1 043		1,16	1 014	88 765	29	0,00	72,80	35,17	87,54
régie avec PS	SYNDICAT DE PRODUCTION D'EAU DE TRUYES, ESVRES, CORMERY (ne fait que la production)		3 298	4			0	5	0,00	98,88		
	Sous total régies(1)	1	4 341	4	1,16	1 014	88 765	33	0			87,54
DSP/2016	ESVRES SUR INDRE	1	2 255		1,55	2 443	252 580	77	1,44	78,62	31,90	104,36
DSP/2018	MONTS	1	7 090	2	1,33	3 194	346 969	73	2,80	87,58	43,52	109,41
DSP/2018	SIVM DE MONTBAZON, VEIGNE	2	10 093	2	1,99	4 630	449 907	116	12,00	86,35	39,81	98,27
DSP/2019	SIVOM DE LA VALLEE DU LYS	4	4 715	3	2,05	2 801	266 035	151	1,14	81,11	18,55	94,98
DSP/2021	SAINT BRANCHS	1	2 389	1	1,93	1 066	95 945	74	0,00	82,57	14,42	90,00
DSP/2021	SORIGNY	1	2 184	5	1,83	1 122	156 863	77	1,80	89,35	14,60	139,81
	Sous total privatisé(1)	10	28 726	13	1,78	15 256	1 568 299	568	19,18			106,14
CC du Pays d'Azay-Le-Rideau		10	12 791	11		6 215	566 275	295	0			
Régie	CHEILLE	1	1 551	2	2,46	830	68 066	39	0,00	85,02	21,24	82,01
Régie	LA CHAPELLE AUX NAUX	1	536		1,41	282	22 117	11	0,00	84,23	26,70	78,43
Régie	SSIEA DE VALLERES ET LIGNIERES DE TOURAINE	2	3 860	4	1,80	1 308	103 116	42	0,00	72,53	30,85	78,83
Régie	VILLAINES LES ROCHERS	1	2 033	1	1,86	597	44 672	32	0,00	79,19	18,66	74,83
	Sous total régies(1)	5	7 980	7	1,89	3 017	237 971	124	0			78,52
DSP/2021	AZAY LE RIDEAU	1	1 755	2	1,94	1 734	184 056	60	0,00	87,33	28,68	106,15
DSP/2021	SIAEP DE LA BASSE VALLEE DE L'INDRE	4	3 056	2	1,84	1 464	144 248	110	0,00	87,11	13,25	98,53
	Sous total privatisé(1)	5	4 811	4	1,89	3 198	328 304	171	0			102,34

(1) ou moyenne pour le prix de l'eau - (*) Régie avec prestation de service -(**) avec CCSPL

Sur les bords de l'Indre, le regroupement des communautés de communes ne devrait pas apporter du nouveau. La gestion privatisée est bien installée. Parions que les contrats seront renouvelés avant 2020 soit avant le passage obligatoire en ComCom. Mais sait-on jamais ?

Gestion	Collectivité	Cne	Population	Ouvrages	PrixM3	Abonnés	Volume	Km réseau	Km renouv.	Rendement	Ab/km	M3/Ab/an
Touraine côté sud		73	54 376	38		31 062	2 780 623	2 722	8,96			
CC de la Touraine du Sud		26	17 815	16		10 861	1 021 302	1 031	0,84			
Régie	PREUILLY SUR CLAISE	1	1 674	2	1,18	861	77 002	18	0,25	83,25	47,10	89,43
Régie	SIAEP DE LA SOURCE DE LA CROSSE	10	8 759	6	1,52	4 833	469 348	400		75,55	12,08	97,11
Régie	YZEURES SUR CREUSE	1	1 501	2	1,87	990	71 263	51	0,40	63,25	19,41	71,98
	Sous total régies(1)	12	11 934	10	1,52	6 684	617 613	469	0,65			
DSP/2013	LE GRAND PRESSIGNY	1	1 073	1	2,15	648	61 402	53	0,00	77,34	12,18	94,76
DSP/2014	SIAEP CHAMBON BARROU LA GUERCHE	3	1 028	1	2,48	755	48 151	63	0,00	76,34	12,06	63,78
DSP/2013	SIAEP DE FERRIERE LARCON, BETZ LE CHÂTEAU	2	880	2	2,66	585	53 473	91	0,00	79,03	6,41	91,41
DSP/2014	SIAEP DU VAL DE CLAISE	3	814	1	2,14	840	77 142	144	0,00	68,78	5,84	91,84
DSP/2013	SIAEP SAINT FLOVIER	5	2 086	1	2,06	1 349	163 521	210	0,19	78,79	6,41	121,22
	Sous total privatisé(1)	14	5 881	6	2,30	4 177	403 689	561	0,19			92,60
CC de Montrésor		10	5 684	4		3 358	348 285	400	0,00			
Régie	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MONTRESOR	10	5 684	4	1,95	3 358	348 285	400	0,00	72,14	8,40	103,72
CC du Grand Ligueillois		17	9 007	6		4 747	457 322	491	7,51			
Régie	CC GRAND LIGUEILLOIS (Sepmes)	1	249		1,71	340	27 505	33	0,00	76,28	10,30	80,90
DSP/2016	CC GRAND LIGUEILLOIS	16	8 758	6	2,90	4 407	429 817	458	7,51	75,31	9,62	97,53
CC Loches Développement		20	21 870	12		12 096	953 714	800	0,61			
Régie	CC LOCHES DEVELOPPEMENT **	20	21 870	12	1,68	12 096	953 714	800	0,61		15,12	78,90

(1) ou moyenne pour le prix de l'eau - (*) Régie avec prestation de service -(**) avec CCSPL

Côté sud, les ComCom ont pris de l'avance. Ligueil confie sont sort à VEOLIA, qui le lui rend bien puisque l'eau est presque la plus chère de notre étude....

Notons que ce territoire comporte plus de 2700Km de réseau. Du travail en perspective pour les entreprises de BTP.

A priori pas d'inquiétude sur les ressources en eau, bien que l'étude du CG en 2009 pointe un déficit sur Montrésor.

Gestion	Collectivité	Cne	Population	Ouvrages	PrixM3	Abonnés	Volume	Km réseau	Km renouv.	Rendement	Ab/km	M3/Ab/an
Pays du Chinonais		67	61 717	37	0	33 035	2 937 270	1 965	29,70			
CC Chinon, Vienne et Loire		12	19 433	8		10 327	991 867	400	3,83			
Régie	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VERON	4	7 151	4	1,39	4 067	433 229	168	2,88	84,29	24,21	124,72
	Sous total régies(1)											
DSP/2021	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA RIVE GAUCHE DE LA VIENNE	7	2 475	2	2,06	1 370	120 326	114	0,00	80,77	12,05	87,83
DSP/2017	CHINON	1	9 807	2	1,76	4 890	438 312	118	0,95	82,04	41,33	89,63
	Sous total privatisé(1)	8	12 282	4	1,91	6 260	558 638	232	0,95			88,73
CC de Sainte Maure de Touraine		16	13 727	11		7 371	664 336	505	19,33			
DSP/2020	SAINTE CATHERINE DE FIERBOIS	1	657	1	1,32	353	56 547	24	0,00	94,63	14,96	160,19
DSP/2022	SAINTE MAURE DE TOURAINE	1	4 309	2	1,85	2 187	195 082	94	0,38	80,23	23,37	89,20
DSP/2016	SIAEP DE NOYANT, POUZAY	3	2 003	1	2,52	1 091	120 214	66		85,98	16,46	113,28
DSP/2016	SIAEP DE SAINT EPAIN, NEUIL, CRISSAY SUR MANSE	6	1 965	2	2,80	1 875	116 391	190	2,72	81,69	9,86	96,10
DSP/2018	SMAEP MAILLE, DRACHE, MARCILLY, NOUATRE	4	2 338	2	2,64	1 434	123 791	105	15,28	87,31	13,72	86,33
DSP/2018	VILLEPERDUE	1	2 455	3	1,81	431	52 311	27	0,95	92,58	15,76	121,37
	Sous total privatisé(1)	16	13 727	11	2,16	7 371	664 336	505	19,33			111,08
CC du Bouchardais		10	5 979	3		3 412	287 191	181	3,44			
Régie	ILE BOUCHARD	1	2 766	1	1,52	1 083	93 200	18	2,61	83,16	61,01	86,06
Régie	SIAEP DE PARCAY SUR VIENNE ET THENEUIL	2	772	1	1,39	559	42 672	41	0,00	81,50	13,70	76,34
	Sous total régies(1)	3	3 538	2	1,46	1 642	135 872	59	2,61			81,20
DSP/2021	SIAEP DE RILLY SUR VIENNE ET VERNEUIL LE CHATEAU	2	588		3,04	355	27 808	36	0,00	76,75	9,94	78,33
DSP/2020	SIAEP DE LA REGION DE CRAVANT	5	1 853	1	1,93	1 415	123 511	87	0,83	84,27	16,23	87,29
	Sous total privatisé(1)	7	2 441	1	2,49	1 770	151 319	123	0,83			82,81
CC du Pays de Richelieu		19	9 302	8		5 201	397 214	472	2,46			
Régie	SIAEP DE LA REGION DE CHAMPIGNY SUR VEUDE	5	2 789	2	1,25	1 296	120 614	119	0,00	86,06	10,89	93,57
DSP/2021	SIAEP DE LA REGION DE COURCOUE	5	1 658	2	2,27	1 010	104 710	118	0,70	69,84	8,57	103,67
DSP/2021	SIAEP DU RICHELAIS	9	4 855	4	1,39	2 895	171 890	235	1,76	73,12	12,33	100,35
	Sous total privatisé(1)	14	6 513	6	1,83	3 905	276 600	353	2,46			102,01
CC du Pays de Bourgueil		10	13 276	7		6 724	596 662	407	0,64			
DSP/2017	SIAEPA DE LA VALLEE DU CHANGEON	2	948	1	2,01	532	33 538	70	0,00	81,51	7,64	63,04
DSP/	SIAEP DE LA REGION DE BOURGUEIL Benais, Bourgueil, Chouze, Ingrandes, la Chapelle/l, Restigne, St Nicolas de B et St Patrice	8	12 328	6	1,70	6 192	563 124	337	0,64	85,83	18,36	91,61
	Sous total privatisé(1)	10	13 276	7	1,86	6 724	596 662	407	0,64			77,33

(1) ou moyenne pour le prix de l'eau - (*) Régie avec prestation de service - (**) avec CCSPL

Au pays de Rabelais (tableau de la page précédente) la création des nouvelles communautés de communes en 2017 confirme l'attraction de BOURGUEIL pour le nord de la Loire. Le tarif de l'eau, entièrement privatisé est élevé.

Alors que coulent paisiblement la Loire et la Vienne, le CG s'inquiétait du manque d'eau pour 2020.

Dans ces pays aussi, le tarif de l'eau facturé par les régies du VERRON (1,39€/M3) ou de l'Ile Bouchard (1,52€/M3) est plus attractif que celui du privé à Noyan/Pouzay (2,52€/M3) ou à Rilly (3,04€/M3)

Au pays de Loire-Nature (Tableau de la page suivante), les nouvelles communautés de communes sont quelques fois imposées par le Préfet.

Pour l'eau, l'entente pourra être cordiale puisque la majorité des services a été confié aux entreprises.

Gestion	Collectivité	Cne	Population	Ouvrages	PrixM3	Abonnés	Volume	Km réseau	Km renouvel.	Rendement	Ab/km	M3/Ab/an
Pays Loire Nature		38	43 382	25		19 881	1 896 113	1 428	9,91			
CC de Gatine et Choisilles		8	16 123	6		5 357	505 936	364	2,54			
Régie	ROUZIERS DE TOURAINE	1	412	1	1,80	564	44 523	27	0,00	81,26	20,89	78,94
DSP/2022	SONZAY	1	1 286	1	2,06	631	68 554	59	0,71	84,73	10,64	108,64
DSP/2018	SIAEP DE SEMBLANCAY, CHARENTILLY, SAINT ANTOINE DU ROCHER, SAINT ROCH	4	11 291	2	1,61	2 675	265 475	170	1,83	88,23	15,74	99,24
DSP/2013	BEAUMONT LA RONCE	1	1 145	1	3,08	567	43 611	40	0,00		14,29	76,92
DSP/2013	NEUILLE PONT PIERRE	1	1 989	1	2,79	920	83 773	68	0,00		13,62	91,06
	Sous total privatisé(1)	7	15 711	5	2,39	4 793	461 413	337	2,54			93,96
CC de Racan		7	5 325	6		2 992	290 619	245	0,2			
Régie	NEUVY LE ROI	1	1 237	1	2,19	567	52 255	44	0,20	78,18	13,01	92,16
Régie	SAINTE AUBIN LE DEPEINT	1	175	1	1,57	211	13 823	21	0,00	78,97	10,05	149,86
Régie	SIVOM DE LA REGION DE L'ESCOTAIS	2	2 826	2	1,65	1 515	156 142	121	0,00	81,55	12,57	103,06
	Sous total régies(1)	4	4 238	4	1,80	2 293	222 220	185	0,2			115,03
DSP/2017	CHEMILLE SUR DEME	1	418	1	1,65	289	20 107	9	0,00	93,91	30,74	69,57
DSP/2013	SIVOM DE BUEIL EN TOURAINE, VILLEBOURG	2	669	1	1,63	410	48 292	51	0,00	81,26	8,10	117,79
	Sous total privatisé(1)	3	1 087	2	1,64	699	68 399	60	0			93,68
CC Touraine Nord Ouest		23	21 934	13		11 532	1 099 558	819	7,17			
Régie	SIAEP DE SAVIGNE SUR LATHAN, HOMMES	2	2 128	2	1,59	1 200	104 072	93	0,25	83,03	12,86	94,05
DSP/2024	SI DES EAUX DE LA REGION DE CHANNAY/L	5	2 724	1	2,25	1 053	102 323	132	1,80	81,72	7,97	97,17
DSP/2024	SIVOM DU PAYS DE LANGEAIS	4	7 987	2	1,90	4 146	374 842	149	2,27	78,68	27,81	100,04
DSP/2017	CHÂTEAU LA VALLIERE	1	1 064	1	2,04	901	89 436	31	1,12	85,28	29,16	99,26
DSP/2017	SIAEP DE CLERE LES PINS, AVRILLE LES PONCEAUX, MAZIERES DE TOURAINE	3	2 805	2	1,91	1 511	129 425	145	0,00	82,27	10,43	85,66
DSP/2017	SIAEP de COUESMES, VILLIERS au BOUIN et BRECHES	3	822	1	1,66	762	87 534	101	0,06	81,63	7,56	114,87
DSP/2017	SIVOM DE BRAYE SUR MAULNE, MARCILLY/M	2	732	2	1,57	278	42 390	45	0,01	69,76	6,14	152,48
DSP/2017	SOUVIGNE	1	1 002	1	1,75	402	49 307	33	0,00	92,19	12,30	122,65
DSP/2016	SIVOM AMBILLOU PERNAY	2	2 670	1	2,06	1 279	120 229	90	1,66	79,24	14,23	94,00
	Sous total privatisé(1)	21	19 806	11	1,89	10 332	995 486	726	6,92			108,27

(1) ou moyenne pour le prix de l'eau - (*) Régie avec prestation de service - (**) avec CCSPL

NB : pour les syndicats, le rattachement à la ComCom se fait à partir de la commune siège.

Récapitulatif Indre et Loire		281	596 219	217		258 171	29 324 805	11 001	149,63	Renouvelle ment réseau
	<i>Sous total régies(1)</i>	93	292 902	76		110 076	14 263 569	3 862	59,09	1,53%
	<i>Sous total privatisé(1)</i>	188	303 317	141		148 095	15 061 236	7 139	90,54	1,27%
	Total :	281	596 219	217		258 171	29 324 805	11 001	149,63	
Regroupement par pays										
	Agglomération TOUR(S)PLUS	23	288 868	33		101 853	14 605 859	1 855	53,79	2,90%
	Est tourangeau/Vouvillon	10	39 386	15		17 662	1 704 371	538	4,80	0,89%
	Pays Loire Touraine	49	62 632	41		32 193	3 177 230	1 597	23,29	1,46%
	Val de l'Indre	21	45 858	28		22 485	2 223 339	896	19,18	2,14%
	Touraine côté sud	73	54 376	38		31 062	2 780 623	2 722	8,96	0,33%
	Pays du Chinonais	67	61 717	37		33 035	2 937 270	1 965	29,70	1,51%
	Pays Loire Nature	38	43 382	25		19 881	1 896 113	1 428	9,91	0,69%
	Total :	281	596 219	217	0	258 171	29 324 805	11 001	149,63	1,36%

Fichier : Etude6b partie8 organisation.ods Feuille Services-Sispea

En conclusion de ces statistiques Onema-Sispea de l'année 2013, rappelons la chance de notre département : posséder des fleuves et rivières les mieux protégées du monde, et donc d'être assuré d'avoir de l'eau potable.

Les services de l'eau étaient émiettés. Ils n'ont sans doute pas réalisé tous les investissements nécessaires pour sécuriser la production et la distribution.

Les élus des communautés de communes ont du travail. Puissent-ils se souvenir que l'eau est un **bien commun de l'humanité** et qu'à ce titre, une gestion en service public doit s'imposer ?

Daniel Chany, vice président de EJT. Janvier 2017 (ed4.3b1)